

DEPARTEMENT DES YVELINES

Commune de Mareil-le-Guyon



Plan Local d'Urbanisme

**LES ZONES A RISQUES
D'EXPOSITION AU PLOMB**

6.2

Vu pour être annexé à la Délibération du
Conseil Municipal du 16 février 2012
approuvant le P.L.U.

Lutte contre le saturnisme infantile

Conditions de réalisation d'un Constat de Risque d'Exposition au Plomb

(Articles L.1334-5 à L.1334-10 du Code la Santé Publique). A noter que l'obligation de réalisation d'un CREP n'est pas liée à la définition préalable de zones à risques par le préfet. L'arrêté préfectoral du 2 mai 2000 relatif aux zones à risque d'exposition au plomb dans les Yvelines est donc abrogé de fait.

- **Un constat de risque d'exposition au plomb (CREP)** présente un repérage des revêtements contenant du plomb et, le cas échéant, dresse un relevé sommaire des facteurs de dégradation du bâti. Est annexée à ce constat une notice d'information dont le contenu est précisé par arrêté des ministres chargés de la santé et de la construction (Article L.1334-5 du CSP).
- Un CREP doit être réalisé **lors de la vente de tout ou partie d'un immeuble à usage d'habitation construit avant le 1^{er} janvier 1949**, dans les conditions et selon les modalités prévues aux articles L.271-4 à L.271-6 du Code de la construction et de l'habitation (Article L.1334-6 du CSP).
- Ce CREP doit être annexé à **tout nouveau contrat de location d'un immeuble affecté en tout ou partie à l'habitation construit avant le 1^{er} janvier 1949, et ce depuis le 12 août 2008** (Article L.1334-7 du CSP).
- Depuis le 12 août 2008, toutes les parties à usage commun d'un immeuble collectif affecté en tout ou partie à l'habitation, construit avant le 1^{er} janvier 1949, devront faire l'objet d'un constat de risque d'exposition au plomb (Article L.1334-8).
- Si le CREP met en évidence la présence de revêtements dégradés contenant du plomb à des concentrations supérieures aux seuils définis par la réglementation, **le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement doit en informer les occupants et les personnes amenées à faire des travaux dans l'immeuble ou partie d'immeuble concernée**. Il procède aux travaux appropriés pour supprimer le risque d'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. En cas de location, lesdits travaux incombent au propriétaire bailleur. **La non-réalisation desdits travaux** par le propriétaire bailleur, avant la mise en location du logement, **constitue un manquement aux obligations particulières de sécurité et de prudence susceptible d'engager sa responsabilité pénale** (Article L1334-9).